

Table des Matières

OCTOBRE 2003

Doctrine :

Grève dans les services publics (à propos de faits têtus et de quelques bonnes intentions), par Arnaud de Senga, D.E.A. de Droit social	405
Annexes : GREVE - Services publics - Préavis (trois espèces) - Irrégularité – Absence d'incidence sur le mouvement suivi par les salariés (première espèce) – Modalités annoncées de la grève contestées – Employeur ne pouvant se faire juge de la validité du préavis - Nécessité pour lui de saisir le juge (deuxième espèce) – Sous-traitant d'un établissement public – Champ d'application de L. 521-2 – Examen des conditions de fonctionnement de l'activité (troisième espèce).	
SERVICE PUBLIC – Notions – Convention entre un particulier et l'administration – Absence de clauses exorbitantes du droit commun – Convention n'ayant pas pour objet de faire participer le particulier à l'exécution du service public – Compétence judiciaire (quatrième espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 février 2003	415
Deuxième espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (Référé) 8 janvier 1990	416
Troisième espèce : COUR D'APPEL DE PARIS (14^e Ch. B) 11 janvier 2002	418
Quatrième espèce : TRIBUNAL DES CONFLITS 24 février 2003	419

Document :

Une contribution du syndicat de la magistrature : Que faire lorsqu'on est arrêté par la police lors d'une manifestation ?	420
---	-----

Jurisprudence :

COMITES D'ENTREPRISE – Consultation – Décision de l'employeur - Notion.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 juin 2003	424
CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Article 6 § 1 de la Convention Européenne des droits de l'Homme – Droit d'obtenir une décision judiciaire dans un délai raisonnable – Prescription ne s'appliquant pas aux demandes tendant à la révision d'un procès – Toutefois conflits du travail devant être résolus avec une célérité particulière – En l'occurrence, procédure d'appel et de cassation ayant duré plus de deux ans – Violation de l'article 6 § 1.	
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME (2^e Sect.) 8 avril 2003	425
CONTRAT DE TRAVAIL – Liberté d'expression – Salarié licencié pour avoir affiché des propos critiques – Pratique partagée et courante dans l'entreprise – Atteinte à une liberté fondamentale – Pouvoirs d'intervention du juge des référés – Réintégration.	
1) CONSEIL DE PRUD'HOMMES D'ANNECY (Référé - Département) 26 juin 2001	426
2) COUR D'APPEL DE CHAMBÉRY (Ch. Soc.) 18 mars 2003	429
Note Paul Darves-Bornoz	429
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Salaire – Conventions collectives nationale et locale – Articulation – Absence d'extension au niveau local – Effet.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 janvier 2003	430
Note Sophie Nadal, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise	431
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL – Réunion mensuelle – Convocation – Convocation au siège de l'entreprise et non dans le cadre de l'établissement – Entrave (oui).	
COUR D'APPEL DE POITIERS (Ch. Correc.) 3 avril 2003	432
Note Alex Pomagrzak, Union locale CGT de Royan	434
ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Licenciement du salarié demandeur d'élection – Réintégration dans l'entreprise avant le premier tour des élections – Éligibilité (oui).	
TRIBUNAL D'INSTANCE DE LIMOGES, 11 février 2003	434
Note Pascal Rennes	435

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS – Assurance des créances salariales dues à la date du jugement d’ouverture de la procédure collective – Etendue de la garantie (deux espèces).	
1) Dommages-intérêts pour préjudice moral lié aux conditions de la rupture – Faute patronale en relation avec l’exécution du contrat de travail – Garantie due (première espèce).	
2) Licenciement d’une femme enceinte au cours de la période de suspension – Nullité – Droit de l’intéressée au paiement des salaires qu’elle aurait perçus pendant toute la période de protection – Garantie due (deuxième espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 janvier 2003	436
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 janvier 2003	436
Note Francis Saramito	436
ENTREPRISES PUBLIQUES – SNCF – Fourniture et utilisation d’un téléphone portable – Communications facturées à l’agent au-delà d’un forfait de 100 minutes – Sommes correspondantes ne pouvant être retenues sur le salaire de l’intéressé – Interdiction de compensations énoncées par l’article L. 144-3 du Code du travail visant en particulier les entreprises de chemin de fer – Employeur devant recourir pour le recouvrement de sa créance aux voies du droit commun.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 février 2003	437
GRÈVE – Règlement intérieur énonçant les mesures de sécurité applicables en cas de grève – Dispositions manquant de précision et de caractère trop général – Atteinte excessive portée à l’exercice du droit de grève – Légalité de la décision administrative demandant le retrait de ces dispositions.	
COUR D’APPEL ADMINISTRATIVE DE LYON 25 février 2003	439
HYGIENE ET SECURITE - Droit de retrait - Exercice - Chauffeurs de bus - Risque d’agression - Existence d’un motif raisonnable (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 avril 2003	439
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Vol – Contrôle de la Cour de cassation – Ancienneté du salarié – Faible valeur des objets – Faute grave (non) – Cause réelle et sérieuse (non) (deux espèces).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 juin 2002	440
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 janvier 2003	440
Note Daniel Boulmier, Maître de conférences à l’Université de Nancy 2	440
LICENCIEMENT – Transaction sur les conséquences de la rupture du contrat de travail ne pouvant intervenir qu’après l’envoi de lettre de licenciement – A défaut, nullité de la transaction.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 février 2003	442
PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement économique – Plan social – Modalités particulières de reclassement – Décharge de travail – Modification constitutive d’une entrave – Rétablissement dans les fonctions.	
COUR D’APPEL DE VERSAILLES (5^e Ch. B) 7 février 2003	442
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Demande d’annulation d’une transaction – Circonstance nouvelle privant de l’autorité de la chose jugée un jugement prud’homal devenu définitif ayant rejeté la demande.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 février 2003	444
Note Pascal Moussy	444
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Bénéficiaires – Candidats au CHSCT.	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 avril 2003	445
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 décembre 1990	445
Note Paul Darves-Bornoz	445
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Discrimination – Discrimination dans le déroulement de la carrière (deux espèces) – Pouvoirs du juge – Reclassification (première espèce) – Refus d’accès à un niveau de classification conventionnelle supérieur – Opposition constante de l’employeur – Délit constitué (deuxième espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 juillet 2002	446
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 22 octobre 2002	446
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Discrimination – Incidence – Blocage de carrière – Impact sur la santé du salarié – Indemnisation.	
CONSEIL DE PRUD’HOMMES DE LYON (Section encadrement) 30 janvier 2003	449